



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 15 – Janvier 2026



Flash sur les systèmes de retraite de la zone

Trois logiques proches, mais trois degrés de financement public

L'Autriche et la Slovénie ont en commun d'utiliser principalement les cotisations prélevées sur le travail pour financer les retraites (système par répartition), la Croatie ayant opté pour un régime « multi-piliers ».

En Autriche, la retraite repose presque exclusivement sur le système public par répartition. Il existe des dispositifs privés, mais ils sont facultatifs et ne sont utilisés que marginalement.

La Slovénie suit la même logique. Elle possède un régime légal public obligatoire, financé par répartition, qui fournit la majeure partie des revenus de retraite. Des compléments volontaires existent, notamment au niveau des entreprises, mais ils ne jouent qu'un rôle d'appoint. Le financement est collectif, et essentiellement public.

La Croatie a adopté un modèle différent. Au sortir de la guerre des années 90, accompagnées par la Banque mondiale, les autorités croates ont progressivement mis en place un système de retraite à trois piliers : un régime public par répartition ; un second pilier privé obligatoire fonctionnant par capitalisation individuelle, géré par des fonds de pension ; et un pilier privé facultatif. En 2024, les encours du deuxième pilier atteignaient 23,2 Mds EUR, soit environ 27 % du PIB.

Des âges de départ qui convergent, mais selon des rythmes propres

L'âge légal pour partir à la retraite a tendance à se stabiliser autour de 65 ans dans les trois pays. Cela étant, chacun d'eux suit sa propre trajectoire.

En Autriche, l'âge légal est fixé à 65 ans pour les hommes, tandis qu'il augmente progressivement pour les femmes (6 mois par an jusqu'en 2033) afin d'aligner leurs droits sur ceux des hommes (en 2024 les femmes partaient à la retraite à 60 ans). Tous régimes confondus, l'âge effectif de départ à la retraite atteignait 60,9 ans en 2024 (61,9 ans pour les hommes et 59,7 ans pour les femmes). En raison de durcissements successifs des conditions d'accès à la pré-retraite, l'âge effectif a nettement progressé : Il était de 58,9 ans en 2014.

En Croatie, l'âge de référence est également de 65 ans (l'âge de la retraite des femmes, qui augmente de 3 mois par an, sera aligné sur celui des hommes en 2030). La Croatie se distingue par des incitations très favorables à la retraite anticipée. Le coefficient de décote de 0,2 % par mois est l'un des plus faibles au sein de l'UE, et le dispositif de retraite anticipée pour carrière

longue (41 ans de cotisation dès 60 ans) est particulièrement avantageux. Des réformes sont en cours pour réduire ces incitations à sortir prématurément du marché du travail.

En Slovénie, l'âge légal s'élève aussi à 65 ans (il sera progressivement relevé à 67 ans d'ici à 2035). Cependant, le droit à une pension à taux plein dépend d'abord du nombre d'années de carrière validées, et **seulement ensuite de l'âge atteint**. L'âge minimal pour partir avec une carrière complète est **en pratique** autour de 60 ans, à condition que la durée requise (40 années) soit atteinte. Si l'assuré n'a pas atteint les 40 années requises, deux options existent : soit attendre l'âge légal (65 ans) pour partir, avec une pension calculée au prorata de la carrière accomplie, soit partir plus tôt, mais avec une décote permanente du montant de la pension.

Des niveaux de pension contrastés : très élevés en Autriche, faibles en Croatie

Le niveau de pension par rapport aux revenus d'activité permet de mesurer si la retraite garantit un maintien du niveau de vie.

L'Autriche se distingue nettement. Pour une carrière complète, les taux de remplacement théoriques sont parmi les plus élevés d'Europe, souvent proches de 80 % à 90 % du revenu d'activité. Toutefois, si les droits à pension individuels sont inférieurs aux seuils légalement définis, la différence est comblée par des contributions du budget fédéral (allocation compensatoire, dite « *Ausgleichszulage* ») afin de garantir un revenu minimum aux retraités.

En Slovénie le barème est plus resserré. La réforme de septembre 2025 vise une amélioration du taux de remplacement : pour une carrière complète de 40 ans de cotisation, les pensions atteindront 70 % du salaire moyen de référence, contre 63,5 % actuellement

La Croatie figure parmi les pays de l'UE présentant les taux les plus élevés de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale chez les plus de 65 ans, en particulier à cause de carrières plus fragmentées et de salaires plus bas. Ce taux est passé de 29,6 % en 2015 à 37,6 % en 2024. Le système de capitalisation obligatoire n'a pas encore permis de compenser complètement cette faiblesse, et les pensions moyennes restent nettement inférieures au revenu d'activité. En 2024, le taux de remplacement moyen restait autour de 35 %, très en-deçà de la moyenne européenne (environ 60 %), plaçant la Croatie parmi les pays les moins performants de l'UE. Le ratio pension nette / salaire net moyen a suivi une trajectoire à la baisse, passant de 43,4 % en 2012 à 39,5 % fin 2022, avant un redressement en 2023 sous l'effet de mesures discrétionnaires (revalorisations, pensions minimales).

Des écarts hommes-femmes différents selon les pays

Les écarts de pension entre hommes et femmes résultent de plusieurs facteurs : inégalités salariales, interruptions de carrière, travail à temps partiel et règles de calcul des droits.

L'Autriche présente un écart important entre les pensions des hommes et celles des femmes. Cela tient notamment à des durées de cotisation plus courtes et à un recours plus fréquent des femmes au temps partiel (la part des femmes exerçant une activité professionnelle rémunérée à temps partiel atteint 50,6 %, pour une moyenne UE de 29 %). Selon la Commission européenne, en Autriche, les femmes retraitées, déjà affectées pendant leur activité par un écart de rémunération de 18,3 % (UE = 12 %), reçoivent en moyenne 34 % de pension en moins que les hommes.

La Slovénie fait figure d'exception positive. Les écarts y sont nettement plus faibles que dans la plupart des pays européens (le "gender pension gap" y est évalué à 6 %), grâce à des trajectoires professionnelles féminines plus continues et à un système légal qui limite davantage les différences de droits.

La Croatie se situe entre les deux, avec un écart de 21 %, inférieur à la moyenne européenne qui est de 25 %. L'écart de retraite entre les hommes et les femmes s'est considérablement réduit en 2023 grâce à la revalorisation des « petites » retraites et à la réforme des pensions de réversion. Ces deux mesures ont davantage bénéficié aux femmes qu'aux hommes. Toutefois, l'écart entre

les taux de risque de pauvreté était de 36,5 % pour les femmes contre 26,6 % pour les hommes, alors qu'il était 14,2 % contre 19,8 % au sein de l'UE.

Des réformes partielles en cours ou à venir

Les trois pays, comme la France, sont confrontés au vieillissement de leur population et à la nécessité d'adapter leurs systèmes de pension. Mais leur manière d'envisager les réformes varie fortement.

En Autriche, les réformes sont régulières mais limitées. Il s'agit d'ajustements mineurs : allongement progressif de l'âge de départ des femmes, mécanismes de bonus-malus, incitation à travailler plus longtemps. A ce jour, aucun parti politique autrichien ne propose une réforme en profondeur, pourtant recommandée par l'OCDE et la Commission européenne. L'idée est de préserver la générosité du système tout en garantissant sa soutenabilité par des mesures correctives en cas de perspectives déviant de la trajectoire optimale.

La Slovénie a adopté en septembre 2025 une réforme de son système de retraite, avec une augmentation progressive de la limite d'âge de 60 à 62 ans d'ici 2035 (ou de 65 à 67 ans pour ceux qui n'atteignent pas 40 annuités de cotisations) et une augmentation des pensions, qui devraient atteindre 70 % du salaire moyen de référence pour 40 années de cotisation.

En Croatie, les tendances démographiques devraient peser lourdement sur la viabilité du système de retraite. L'objectif prioritaire est d'augmenter les pensions tout en conservant l'équilibre financier. Le pays cherche à limiter les départs anticipés tout en prolongeant la possibilité de maintien en activité et à améliorer l'efficacité du pilier capitalisé, notamment avec l'assouplissement des limites d'investissement des fonds de pension, ce qui leur a permis d'augmenter leur exposition aux actifs plus risqués et au secteur immobilier.

Tableau 1 : Dépenses de pension dans l'Union européenne

| en % du PIB | | | | | | | | | | | |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Pays | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Autriche | 14,82 | 14,9 | 14,66 | 14,36 | 14,17 | 14,01 | 14,12 | 15,38 | 14,98 | 14,23 | 14,58 |
| Croatie | 10,57 | 10,7 | 10,48 | 10,22 | 10,01 | 9,93 | 9,85 | 10,99 | 9,76 | 8,91 | 8,96 |
| Slovénie | 11,62 | 11,27 | 10,97 | 10,69 | 10,18 | 9,9 | 9,7 | 10,61 | 10,05 | 9,97 | 9,48 |
| UE 27 | 13,18 | 13,15 | 12,99 | 12,89 | 12,68 | 12,6 | 12,59 | 13,52 | 12,77 | 9,37 | 12,34 |

Source : Eurostat

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

232 millions

Le nombre de paquets transportés
par la Poste autrichienne en 2025
soit 25 paquets par personne

Zoom sur...

...la lutte contre l'inflation et la vie chère : touchée par une récession persistante et une inflation tenace, l'Autriche renoue péniblement avec une croissance molle qui pourrait avoir atteint en 2025 +0,3 % du PIB (données provisoires). En quête de solutions pour endiguer une progression des prix largement supérieure à la moyenne de la zone euro, le gouvernement, qui doit composer avec un dérapage du déficit public, vient de présenter un train de mesures dont un abaissement de la TVA à 4,9 % sur certains produits alimentaires (lait, œufs, pain, farine, pâtes, fruits et légumes

d'origine locale) et un prix réglementé de l'électricité pour les particuliers à 0,10 EUR/kWh. Toutefois, le financement de ces mesures (une nouvelle taxe sur les plastiques non recyclables et une supplémentaire de 3 EUR sur les petits colis en provenance de pays tiers) dont le volume devrait atteindre 400 M EUR, reste incertain et l'effet sur le pouvoir d'achat pourrait être seulement symbolique.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

L'inflation a rebondi à +3,6% en 2025

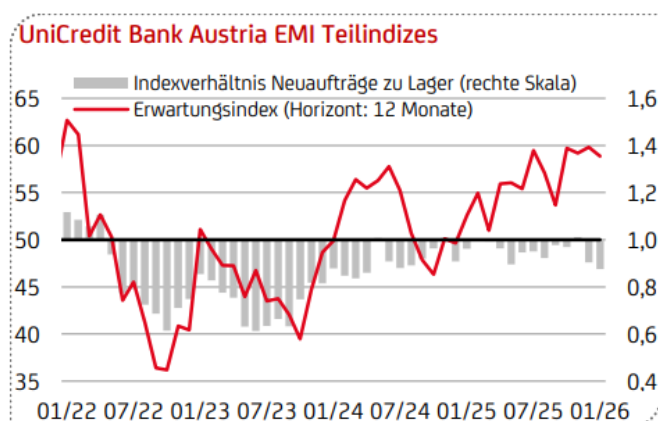
Les prix à la consommation ont encore fortement progressé en Autriche en 2025, l'IPCH atteignant, selon l'institut national de la statistique, +3,6 %, après +2,9 % en 2024 et +7,8 % en 2023. En fait, une partie de l'inflation, estimée à 0,8 point, est due à un effet de base, lié à la fin de mesures discrétionnaires (bouclier tarifaire sur l'électricité) au 31 décembre 2024. Toutefois, l'inflation reste en partie entretenue par l'indexation quasi-automatique de nombreuses variables économiques sur l'inflation passée, comme les prix administrés. En 2025, en glissement annuel, les prix de l'énergie liée au logement ont progressé de 11,1 % alors qu'ils avaient baissé de 6,9 % en 2024. Cette hausse significative est en partie la conséquence de l'augmentation des coûts d'accès au réseau et de la taxe sur l'électricité. Les prix dans le secteur du tourisme se sont inscrits en hausse de 5,8 % en 2025 ; l'alimentation et les boissons non alcoolisées de 3,7 %, après +2,6 % en 2024. Enfin, les prix des loisirs et de la culture ont également progressé de 3,4 % (+2,8 % en 2024).

L'industrie optimiste malgré un climat des affaires toujours décevant

Selon le baromètre de la conjoncture réalisé par la Fédération de l'Industrie IV (*Industriellenvereinigung*) et une étude du département Recherche de Bank Austria, filiale du groupe italien *Unicredit*, le PMI composite s'établit fin janvier à 47,2 points, soit un niveau nettement inférieur au niveau 50, seuil d'expansion. Par ailleurs, les difficultés d'écoulement de la production industrielle, en raison d'un recul sensible des nouveaux contrats, entraînent une augmentation des stocks. Sur le front de l'emploi, la réduction des effectifs dans le secteur industriel a repris après une accalmie fin 2025. Malgré ces difficultés, les directeurs d'achat restent

optimistes en raison des opportunités qui pourraient s'ouvrir à l'outil exportateur autrichien sur les marchés allemand et français, qui affichent une nette hausse du PMI composite. L'indice des perspectives de production à 12 mois reste nettement en hausse à 59,8 points.

Dans cette optique, l'IV se félicite de la stratégie industrielle « Österreich 2035 », présentée par le gouvernement et réclame, au niveau national et européen, des réformes ambitieuses, plus d'incitations à l'investissement et moins de normes et de bureaucratie.



Der Index für die Produktionserwartungen in den kommenden zwölf Monaten stieg geringfügig auf 59,8 Punkte. Damit schätzten die Betriebe die Geschäftsaussichten weiterhin überdurchschnittlich gut ein.

Finances

Subventions accordées par l'Etat : L'Autriche en 4^{ème} position dans l'Union européenne

Selon le rapport annuel sur les subventions (*Förderungsbericht 2024*) publié fin décembre 2025 par le ministère des Finances, le montant des subventions accordées par l'Etat en 2024 a atteint 33 Mds EUR, soit 6,7 % du PIB (inchangé par rapport à 2023), contre une moyenne de respectivement 5,1 % et 5,2 % dans l'Union européenne et dans la zone euro (2023 : 6,2 % et 6,4 %), ce qui place l'Autriche en 4^{ème} position parmi les Etats-membres (2023 : 7^{ème} position). Sur les 33 Mds EUR, 2,65 Mds EUR ont été consacrés aux subventions au titre de l'environnement, du climat et de l'économie circulaire dont 1 Md EUR en faveur de la rénovation thermique et énergétique. Le secteur agricole a profité de subventions à hauteur de 2,26 Mds EUR, suivi par le reste de l'économie avec 1,57 Md EUR dont 0,98 Md EUR sous forme d'aides énergétiques en faveur des entreprises et 0,42 Md EUR pour les primes à l'investissement.

Politique économique et sociale

Le chômage se creuse à 5,8 % fin 2025

Jusque-là résilient face à la récession persistante et la crise industrielle qu'a traversée l'Autriche, le marché de l'emploi a montré en fin d'année 2025 quelques signes de fléchissement. Selon le rapport publié en décembre par l'agence nationale pour l'emploi AMS, fin octobre, le taux de chômage s'établissait à 5,8 % de la population active (FR = 7,7 % ; DE = 3,8 % ; UE = 6,0 %). Celui des jeunes de moins de 25 ans augmente à 12,1 % (FR = 18,5 % ; DE = 6,8 % ; UE = 15,1 %).

Emploi des seniors « Aktion 55+ » : 50 M EUR par an

Après une première tentative en 2017 (Aktion 20 000), abrogée dans la foulée par le gouvernement suivant alliant conservateurs et extrême-droite, le ministère de l'emploi et des affaires sociales, dirigé par Mme Korinna Schumann (sociale-démocrate) a présenté début janvier son initiative d'emplois aidés au profit des chômeurs de 55 ans et plus, « Aktion 55+ ». En collaboration avec l'agence nationale pour l'emploi AMS, il s'agit de financer en partie les créations de 3 000 à 6 000 postes dans des projets sociaux ou des entreprises du social, afin de ramener en situation d'emploi des demandeurs d'emploi défavorisés par leur âge.

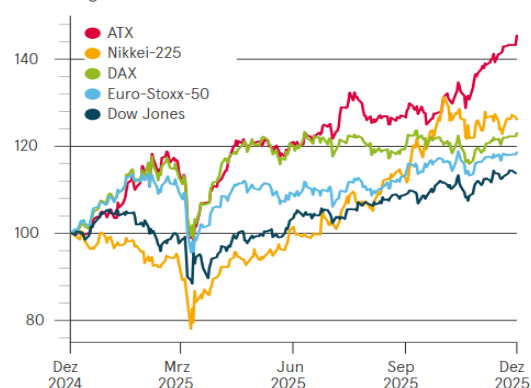
Veille sectorielle

Secteur financier

La Bourse de Vienne résiste aux multiples crises en 2025

Sur fond d'une hausse généralisée des bourses en 2025, l'indice ATX (*Austrian Trade Index*), composé de 20 valeurs, a augmenté en 2025 de 45 %, ce qui fait de la Bourse de Vienne une des places boursières les plus performantes de l'année. Dividendes compris, l'ATX Total Return a progressé de 52 % pour atteindre 12 800 points. Parmi les 20 entreprises de l'ATX, six ont doublé leur valeur en 2025. Le premier gagnant parmi les valeurs de l'ATX en 2025 était le fabricant de circuits imprimés *AT&S (Austria Technologie & Systemtechnik)* qui a vu sa valeur boursière augmenter de 166 %.

Internationale Börsen-Performance 2025
Entwicklung in Relation zum Ultimo (30.12.2024 = 100)



Suit à la deuxième place l'assureur *Vienna Insurance Group* *VIG* (+121 %), la valeur boursière de son concurrent *UNIQA* augmentant de 97 % (5^{ème} place). La troisième place est occupée par le sidérurgiste *Voestalpine* (+106 %), suivi par le groupe de BTP *STRABAG* (+105 %). S'agissant des banques, *Raiffeisen Bank International* *RBI* occupe la 6^{ème} place (+94 %). *Erste Group* a progressé de 72 %, tandis que *BAWAG* était en hausse de 59 %.

Industrie

Le nombre de faillites augmente, mais le nombre d'emplois concernés recule

Avec 4 189 nouvelles procédures de faillite (dont 1 030 pour le commerce et 932 pour la construction), 2025 a été la troisième année record consécutive en termes de nombre de faillites. En revanche, le nombre d'emplois concernés a reculé de 30 % pour atteindre 16 252 employés dont 515 pour Palmers (lingeries) et 507 pour Stiglechner (stations d'essence). En termes de dette, le volume a diminué de moitié pour atteindre 11 Mds EUR dont 870 M EUR pour *Signa Prime Capital Invest*. S'agissant des faillites personnelles, leur nombre est resté inchangé à 9 600.

Test de production du modèle P7+ de Xpeng réussi à Graz

L'assembleur automobile austro-canadien *Magna* assemblait déjà depuis l'automne deux modèles de véhicules SUV électriques chinois (G6 et G9) du constructeur *Xpeng*, selon le concept SKD. En ce début d'année 2026, la phase de test de l'assemblage sur le site de Graz du modèle de limousine P7+ du même constructeur vient de se terminer avec succès. Le début de la production en série devrait intervenir sous peu, selon le même concept. *Magna* travaille déjà avec le groupe chinois GAC qui annonçait en novembre l'assemblage de son véhicule Aion V sur ce même site. Face aux difficultés rencontrées avec les autres constructeurs automobiles, comme *BMW*, *Toyota*, *Jaguar* ou *Ineos*, *Magna* s'est tourné vers ses partenaires chinois afin de sauver son site autrichien, et pourrait s'établir comme plaque tournante en Europe pour l'électromobilité chinoise.

Transports

Immatriculations de véhicules neufs : La part des marques chinoises atteint 5,8 %

En 2025, les immatriculations de véhicules particuliers neufs ont augmenté de 12,3 % pour atteindre près de 285 000 véhicules dont 5,8 % pour les marques chinoises, en hausse de 48,2 % par rapport à l'année précédente. Parmi les 16 535 véhicules chinois nouvellement immatriculés, on compte 6 899 BYD (dont 5 262 électriques), 5 461 MG et 848 Leapmotors. BYD et MG avaient fait leur entrée sur le marché autrichien dès 2022 et 2023 respectivement, tandis que Leapmotor, qui fait partie du groupe *Stellantis*, s'y est lancé l'année dernière seulement. Les immatriculations de véhicules d'autres marques chinoises (*Jaecoo*, *Xpeng*, *NIO*, *Omoda*, *Lync*, *SWM*) ont atteint 140 unités au total.

Energie et environnement

La facture de gaz s'alourdit de nouveau pour les entreprises et les ménages en 2026

Depuis le 1^{er} janvier 2026 sont entrés en vigueur les nouveaux tarifs du réseau gazier fixés chaque

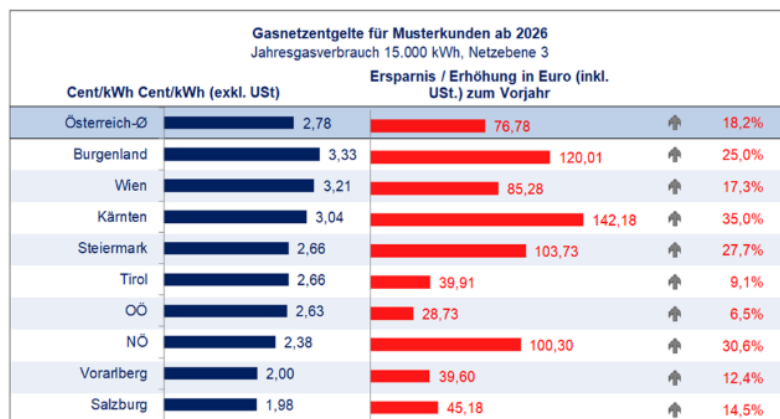


Abb. 1 Quelle: E-Control

année par le régulateur E-Control. L'augmentation des tarifs varie entre +6,5 % (soit +28 EUR par an) pour la Haute-Autriche et +35 % (soit +142 EUR par an) pour la Carinthie. En moyenne, les tarifs réseaux augmentent de 18 % (soit de 76 EUR par an) et constituent environ un tiers de la facture du gaz, les autres composantes

étant le prix de l'énergie ainsi que les impôts et les taxes. Au 1^{er} janvier 2026, le prix moyen du gaz était de 0,1033 EUR/kWh contre 0,1129 EUR/kWh en janvier 2025 et 0,3302 EUR/kWh au niveau le plus élevé d'octobre 2022.

L'Autriche lève son interdiction du stockage souterrain de CO₂

L'Autriche, l'un des derniers pays de l'UE à interdire totalement le stockage géologique de CO₂ depuis 2011, a annoncé début janvier 2026 sa volonté de lever cette interdiction, comme l'Allemagne quelques mois auparavant. Cette décision s'inscrit dans le cadre de son programme gouvernemental 2025-2029, qui prévoit d'instaurer un cadre juridique strict pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCS/CCU). L'objectif est de répondre aux défis des secteurs industriels difficiles à décarboner, comme la sidérurgie ou la cimenterie, et de respecter les obligations de l'Autriche en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Aux termes de ses engagements européens, l'Autriche doit en effet réduire de 48 % ses émissions en 2030 par rapport à 2005. Cette évolution marque un virage politique, après des années de prudence environnementale et une priorité donnée à la réduction directe des émissions. Le gouvernement mise désormais sur le stockage de carbone comme solution complémentaire, tout en soulignant son caractère subsidiaire et circonscrit aux industries dont les émissions sont incompressibles. Le projet de loi doit encore être adopté par le Parlement, mais il s'aligne sur les objectifs européens, notamment le *Net-Zero Industry Act* qui vise une capacité de stockage de 50 millions de tonnes de CO₂ par an dans l'UE d'ici 2030.

Agriculture

Mercosur - Réactions après le renvoi de l'accord devant la CJUE

Alors que l'Autriche a voté contre l'accord lors du Comité des représentants permanents à Bruxelles (COREPER) du 9 janvier, conformément à la résolution parlementaire contraignante de 2019, les réactions après le renvoi par le Parlement européen de l'accord devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sont mitigées dans la classe politique et la société civile. Si les conservateurs, sociaux-démocrates et les libéraux déplorent le retard que prendra ainsi l'entrée en vigueur de l'accord signé le 17 janvier par la Commission européenne et les pays du Mercosur, les écologistes et l'extrême-droite ont salué la décision de demander à la CJUE d'examiner la conformité de l'accord avec le droit européen. Ces formations politiques ont été rejointes par des ONG telles Attac et Greenpeace. En revanche, les milieux économiques et leurs représentants (WKO, IV) font part de leur incompréhension alors que l'Europe doit faire face à une nouvelle guerre tarifaire et a fortement besoin de nouveaux débouchés commerciaux.

Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

Le 22 janvier 2026, le ministre du Travail Luka Mesec a décidé d'augmenter le salaire minimum national de 16 % en 2026 pour atteindre 1 482 EUR bruts. Cette décision a été saluée par les syndicats, tandis que les entreprises l'ont vivement critiquée, la jugeant potentiellement

+16 %

Hausse du salaire minimum en
Slovénie en 2026

préjudiciable pour leur compétitivité. Le salaire net dépendra de la situation individuelle, notamment du nombre de personnes à charge et des allègements fiscaux, mais s'élèvera à 1 000 EUR nets pour une personne célibataire sans enfant. Ce chiffre repose sur des calculs périodiques du coût minimal de la vie, lesquels font apparaître une augmentation de 18 % sur les trois dernières années, portant ce coût à 791 EUR. Selon les dernières données, le salaire moyen en Slovénie en novembre 2025 s'élevait à 2 591 EUR bruts, soit 1 627 EUR nets.

Selon le ministère des Finances, l'augmentation du salaire minimum coûtera à l'ensemble du secteur public environ 30 M EUR en salaires et 50 M EUR supplémentaires en indemnités de vacances annuelles et primes de Noël.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

La Chambre de commerce et d'industrie (GZS) prévoit une croissance économique de 2,4 % pour 2026 et de 2,1 % pour 2027, mais dénonce l'augmentation de 16 % du salaire minimum comme un « coup fatal porté à l'économie ».

Finances

34 M EUR alloués à la Slovénie dans le cadre d'un nouvel accord de garantie pour les PME

Le groupe bancaire italien *Unicredit* et le Fonds européen d'investissement ont signé un nouvel accord de garantie d'une valeur de 445 M EUR afin de fournir un financement pouvant atteindre 890 M EUR aux PME de Slovénie, Bulgarie, Roumanie, Croatie, Tchéquie, Slovaquie et Hongrie d'ici fin 2027. Dans cette enveloppe, 34 M EUR sont alloués à la Slovénie. Les projets doivent répondre à au moins un des critères de durabilité, d'innovation ou de numérisation définis dans le cadre du programme *InvestEU*.

Veille sectorielle

Industrie

La Slovénie se dote d'un centre de compétences en Intelligence artificielle (IA)

Un centre de compétences en IA a été lancé afin de servir de point d'entrée principal pour accéder à l'expertise, à la formation et aux informations en matière d'IA. Dirigé par la Chambre de commerce et d'industrie (GZS), il fonctionne comme un consortium de partenaires possédant des compétences complémentaires dans les domaines de l'IA, des technologies numériques et de l'innovation. 10 M EUR ont été réservés par l'Etat pour la mise en place du centre et pour le financement de projets, avec des contributions égales issues de quatre ministères.

Transports

Une hausse importante des ventes de voitures neuves en 2025

Les ventes de voitures neuves en Slovénie ont augmenté de 8,5 % en 2025, soit le taux de croissance le plus élevé depuis dix ans. Deux faits notables : les ventes de véhicules électriques ont plus que doublé, pour dépasser 10 % du marché pour la première fois, et les constructeurs automobiles chinois ont commencé à faire une percée importante sur le marché local.

L'aéroport de Ljubljana enregistre une croissance de 11 % du nombre de passagers en 2025

L'aéroport de Ljubljana, exploité par Fraport Slovenia, a accueilli près de 1,6 million de passagers en 2025, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente, alors que le plus grand aéroport du pays poursuit sa reprise progressive. Le chiffre annuel reste inférieur au pic préandémique de 1,8 million de passagers atteint en 2018, avant la faillite de la compagnie aérienne nationale Adria Airways, mais 2025 marque la 5^{ème} année consécutive de croissance à deux chiffres.

Energie et environnement

La production d'électricité en Slovénie en 2025

L'année dernière, en l'absence de nouveaux investissements, la Slovénie a subi la troisième plus forte baisse de production d'électricité dans l'UE et devient de plus en plus dépendante des importations. Elle a produit environ 13,2 térawattheures (TWh) d'électricité en 2025, soit 13 % de moins que l'année précédente (source *Nowtricity*). Cette baisse s'explique par une diminution de près de moitié de la production des centrales thermiques au charbon et d'un quart de celle des centrales hydroélectriques. Compte tenu de la croissance prévue de la consommation d'électricité, le manque d'investissements dans les nouvelles sources renouvelables semble particulièrement préoccupant : ainsi, la production d'électricité découlant des éoliennes et des centrales solaires ne représentait que 6,3 % de la production totale de la Slovénie l'année passée. Parmi les États membres de l'UE, seule la Slovaquie affiche un pourcentage plus faible, alors que pour l'ensemble de l'UE, près de 30 % de l'électricité a été produite à partir d'éoliennes et de centrales solaires.

Tourisme

Un nombre record de 7 millions de touristes ont visité la Slovénie en 2025

Un peu moins de 7 millions de touristes ont visité la Slovénie en 2025, soit une augmentation de 6,2 % par rapport à l'année précédente et le chiffre le plus élevé jamais enregistré. Ils ont généré 17,8 millions de nuitées, soit une hausse de 5,9 % par rapport à l'année précédente. Parmi les visiteurs étrangers, les plus nombreux ont été les Allemands, suivis des Italiens et des Autrichiens.

Relations bilatérales

La voiture slovène de l'année 2026 : la Renault 5 électrique

La Renault 5 a été élue *Voiture slovène de l'année 2026*, devenant ainsi le 1^{er} véhicule électrique à recevoir ce titre. La 2^{ème} place est revenue à l'Audi A5 et la 3^{ème} à la Dacia Bigster. La nouvelle Renault 5 est la réincarnation d'une petite voiture très populaire lancée il y a plus de 50 ans. Entre 1972 et 1996, Renault a produit plus de neuf millions de Renault 5, dont une grande partie à Revoz, son usine d'assemblage basée à Novo mesto.



Photo : MMC RTV SLO

Le chiffre du mois à retenir

+4,4 %

L'indice des prix à la consommation
harmonisé (IPCH) pour 2025

Zoom sur...

Le déplacement à Zagreb du **ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad**, dans le prolongement de la visite du Premier ministre Andrej Plenković à Paris en décembre 2025, a permis de consolider le partenariat stratégique franco-croate. Plusieurs séquences ont notamment permis de mieux cerner l'écosystème économique croate. Le ministre a ainsi rencontré la licorne croate INFOBIP présente sur six continents et aujourd'hui un des leaders mondiaux des fournisseurs de « plateforme de communication en tant que service » (CPaaS). Elle participe depuis 2025 au projet européen IPCEI-CIS (Infrastructures et Services Cloud de Nouvelle Génération) co-piloté par la France et l'Allemagne s'inscrivant pleinement dans la stratégie de renforcement de la souveraineté numérique de l'UE avec le développement d'un cloud européen.

Une table ronde animée par le ministre en présence des dirigeants d'Infobip et des principaux représentants de la scène tech croate (CRO Ai, CRO Start Up, Nuqleus et French Innovation club Croatia) a permis d'aborder les principaux enjeux de la souveraineté numérique européenne. Simplification et meilleur ciblage des réglementations ; promotion de l'innovation et son financement par le biais de partenariats public/privé. Et la nécessaire protection des citoyens et de leurs données contre les dérives en ligne : manipulation, désinformation, cyberharcèlement...



Dans le secteur de la défense, le ministre a rencontré les dirigeants de l'entreprise croate DOK-ING, leader dans la conception de systèmes robotisés et autonomes (RAS) pour la défense et la sécurité. DOK-ING développe notamment des robots de déminage pour des applications civiles et militaires.

Le ministre a pu notamment saluer le rôle crucial que joue l'entreprise dans le soutien à l'Ukraine et plusieurs partenariats avec des entités françaises sont en cours pour renforcer la sécurité européenne.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Inflation harmonisée (IPCH) en décembre et sur l'année 2025

Selon le [Bureau national des statistiques](#), l'inflation en Croatie, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), atteint 3,8 % en décembre en g.a., soit 4,4 % en moyenne annuelle pour 2025. La hausse des prix reste principalement tirée par les services de restauration et d'hôtellerie (+9,2 %), ainsi que par le poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+7,1 %), les boissons alcoolisées et le tabac (+5,5 %) et les produits alimentaires (+5,3 %).

Politique et climat des affaires

Les ministres des finances de la zone Euro proposent la candidature de Boris Vujčić au poste de vice-président de la BCE

Les ministres des finances de la zone euro, réunis en Eurogroupe à Bruxelles, ont proposé [Boris Vujčić](#), actuel gouverneur de la Banque centrale croate, comme prochain vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Il succéderait ainsi à l'espagnol Luis de Guindos en juin prochain. Cette nomination doit encore être soumise à des auditions consultatives au Parlement européen et à un examen du Conseil des gouverneurs de la BCE. Boris Vujčić serait ainsi le premier représentant d'un pays d'Europe centrale et orientale et membre récent de la zone Euro à siéger au directoire de la BCE. Boris Vujčić est un économiste expérimenté, à la tête de la Banque nationale de Croatie depuis 2012. Il a joué un rôle clé dans les négociations d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne en 2013, puis dans l'adoption de l'euro par le pays en 2023.

Finances

Investissement

Le fonds d'investissement américain Brightwood Capital Advisors acquiert le « musée des illusions »



Le Musée des Illusions, concept développé en 2015 par la société croate Metamorfoza, est le premier musée privé interactif d'illusions d'optique au monde. Il figure parmi les franchises à la croissance la plus forte au monde (70+ sites dans 27 pays). Le projet entame une nouvelle phase de développement avec l'arrivée du fonds américain Brightwood Capital Advisors. Cette opération a pour objectif d'ouvrir au moins 20 nouveaux musées d'ici 2027 dont Londres, Sacramento, Miami, San Francisco,

Mexico, Genève, Hong Kong, Birmingham, Cologne et Melbourne, et d'atteindre 100 sites dans le monde d'ici 2030, tout en intégrant des innovations comme la réalité virtuelle et augmentée. Le siège social de la société restera à Zagreb, en Croatie, tandis que son centre d'opérations américain sera basé à Scottsdale, en Arizona.

Veille sectorielle

Energie et environnement

Une capacité solaire installée de 1 255 MW en 2025

La Croatie a installé 417 MW de nouvelles centrales solaires en 2025, portant la capacité totale à 1 255 MW, selon l'Association croate pour les énergies renouvelables (OIEH). Cette croissance record traduit une mutation du marché : ruée des ménages avant l'arrêt du « *net metering* » fin 2025 (mécanisme de facturation qui crédite les propriétaires de panneaux solaires pour l'électricité qu'ils exportent vers le réseau) qui risque de freiner les projets résidentiels, et investissements massifs de l'industrie face aux coûts énergétiques prohibitifs. À mi-parcours des 2 382 MW visés par le Plan énergétique et climatique national pour 2030, l'OIEH appelle les autorités croates à lever les freins réglementaires et techniques aux raccordements au réseau électrique pour les projets renouvelables afin de favoriser les grands projets, sous peine de compromettre ses ambitions.

LNG Hrvatska ouvre ses enchères en février 2026

La société LNG Hrvatska, exploitante du terminal flottant de gaz naturel liquéfié à Omišalj sur l'île de Krk, proposera aux enchères le 2 février les capacités restantes de regazéification disponibles. Cette mise aux enchères fait suite à l'augmentation de la capacité du terminal, passée de 3,9 à 6,1 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. Elle sera organisée via la plateforme PRISMA et portera sur les périodes 2026/2027 à 2029/2030, ainsi que de 2037/2038 à 2039/2040. Elle marque la première phase d'extension des capacités de ce terminal, un actif clé pour la sécurité énergétique de la Croatie et de la région.

Une nouvelle loi pour favoriser l'efficacité énergétique

La nouvelle Loi sur l'efficacité énergétique, entrée en vigueur fin décembre 2025, introduit des règles plus strictes pour le secteur public et les entreprises. Ces règles s'alignent sur les objectifs ambitieux de l'Union européenne : réduire d'au moins 11,7% la consommation finale d'énergie en 2030 par rapport aux projections de 2020, diminuer les émissions de gaz à effet de serre et alléger les coûts énergétiques pour les citoyens et l'économie.

Le secteur public croate doit être exemplaire avec une rénovation énergétique obligatoire des bâtiments publics et la modernisation de l'éclairage, tandis que les entreprises à forte intensité énergétique devront effectuer des audits et des mesures d'économie d'énergie. Le principe de primauté de l'efficacité énergétique positionne la sobriété et l'optimisation des usages (bâtiments, industrie) comme la première source d'énergie pour assurer compétitivité, pouvoir d'achat et décarbonation. Ce principe s'applique aux grands projets d'investissement en infrastructure de transport dont le montant estimé dépasse 175 MEUR. Il vaut également pour les projets dans les secteurs énergétique, de la construction, des transports, de la gestion de l'eau, des technologies de l'information et de la communication, de l'agriculture et des finances, lorsque l'investissement estimé excède 100 MEUR.

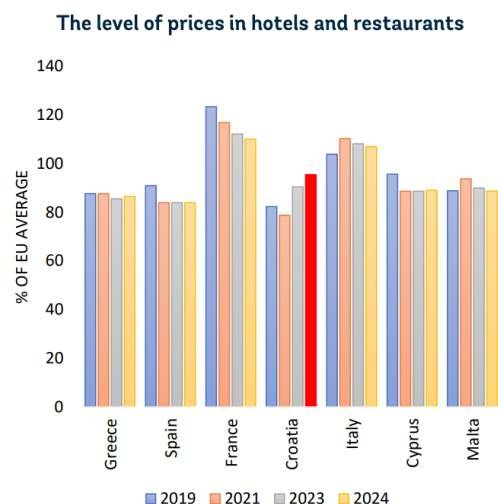
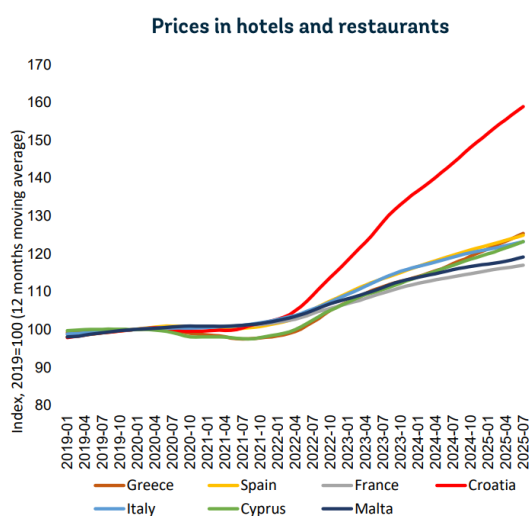
Le Fonds pour la protection de l'environnement et l'efficacité énergétique (FZOEU) a lancé un concours pour le cofinancement de l'acquisition de véhicules électriques.

Le concours a été officiellement ouvert le 15 janvier 2026. Il s'agit du plus ambitieux programme d'incitation jamais lancé pour l'électrification du parc automobile, financé par le Fonds de modernisation dans le cadre du Programme « Investissements dans le transport routier à zéro émission ». Doté de 45 MEUR, le budget est réparti par secteurs : 22 MEUR pour les flottes de taxi, VTC ; 20 MEUR pour les services de livraison et 3 MEUR pour les opérateurs de covoiturage et de location de voitures. Les aides varient de 4 000 à 6 000 EUR par véhicule, offrant un levier concret pour la transition vers une mobilité durable.

Tourisme

Une année 2025 satisfaisante mais la compétitivité-prix de la destination Croatie soulève des inquiétudes

En 2025, la Croatie a enregistré ses meilleurs résultats touristiques à ce jour, avec plus de 18,5 M de visiteurs étrangers (+1,4% par rapport à 2024) réalisant 96,4 M de nuitées (+1 %), selon les données de [l'Office de tourisme croate HTZ](#). Les touristes allemands ont enregistré le plus grand nombre de nuitées en Croatie l'année dernière (22,3 millions), suivis par les touristes nationaux croates (13,8 millions), slovénes (11,1 millions), autrichiens (8,2 millions), polonais (7,3 millions), tchèques (4,9 millions) et britanniques (4,1 millions). La compétitivité prix pourrait toutefois entraver cette dynamique dans les années à venir. En effet, les autorités croates précisent que « la compétitivité des prix sera l'un des facteurs décisifs, et le secteur doit prendre au sérieux les avertissements et les signaux provenant des marchés ».



Source : Banque mondiale

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, P.-A. Parmentier ([ljublana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 28/01/2026